

MAIRIE DE VALLOUISE-PELVOUX

ARRETE MUNICIPAL n° 2024-123

PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION, RD994E, ROUTE DE PELVOUX – CHEMIN DES COQUELICOTS

Le Maire de la Commune de Vallouise-Pelvoux,

Vu les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur les pouvoirs de police du Maire ;

Vu les articles L 2213-1 à L 2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales portant sur la police de la circulation et du stationnement ainsi que les articles L1111-1 à L1111-6 ;

Vu le code de la route, notamment l'article R.411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel sur la signalisation routière (livre I-8 partie signalisation temporaire) approuvé par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié,

Vu la demande formulée par l'entreprise EQUANS le 17 octobre 2024 pour réaliser le raccordement électrique de la SCI Nautic, chemin des Coquelicots,

Vu l'arrêté municipal n°2024-89 en date du 24 juillet 2024 valant permission de voirie,

Considérant la nécessité de réglementer la circulation au droit du chantier,

ARRETE

Article 1 : La circulation s'effectuera par **alternat sur la RD 994^E, route de Pelvoux, au droit du chemin des Coquelicots, du lundi 21 octobre au vendredi 25 octobre 2024 inclus** de 8h00 à 17h00. La vitesse sera limitée à 30 km/heure.

Article 2 : La signalisation réglementaire sur la zone de travaux sera conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière susvisée. Elle sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

Article 3 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées par tous les agents habilités à cet effet.

Article 4 : Ampliation du présent arrêté est adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de l'Argentière-la-Bessée
- Monsieur le Chef du centre de secours de Vallouise-Pelvoux, SDIS05,
- Maison technique du Département-Briançon,
- Entreprise EQUANS, chargée des travaux.

Fait à Vallouise, le 18 octobre 2024

Madame le Maire
Gaëlle Moreau



Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en application de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales publié sur le site Internet de la commune.
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.